

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 177 - VENDREDI 26 AVRIL 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Bac rose : Pour endiguer l'explosion du nombre des arrêts maladie, choisissez de faire pression sur les salariés malades ou de transformer les situations de travail ; justifiez votre choix par vos convictions politiques. ●

AGENDA MILITANT



→ 5 mai

Paris [Marche citoyenne contre l'austérité...](#)

→ 6 mai

Saint-Brieuc [Le Bien vivre, un nouveau projet politique, Paul Ariès](#)

→ 15 mai

Ivry [Politique hors champ, une critique communiste de la politique](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Initiatives

[Le 5 mai dans la rue, pour changer de politique et de système](#), R. Martelli

[Contre l'offensive islamophobe, un front large et massif](#), pétition

→ Humour, humeurs

[Un nouveau crobard](#), P. Dalaine

Un pas vers plus d'égalité

La loi sur le mariage pour tous a été adoptée. En quoi est-ce important, même quand on ne se sent pas concerné par le mariage des couples homosexuels ou par le mariage en général ou qu'on a d'autres priorités ? Parce que c'est un pas vers plus d'égalité et pas seulement entre les hétérosexuels et les homosexuel : le combat pour l'égalité ne se divise pas. Soit l'on combat toutes les discriminations, soit on en accepte ou en soutient certaines et on légitime le principe même de discrimination. Dans ce dernier cas, on a toutes les chances d'en être victime, puisque toute différence peut servir de base aux discriminations et parce qu'on est forcément le "différent" d'autres personnes.

Au contraire, tout pas vers plus d'égalité est un point d'appui pour de nouveaux progrès.

Les anti-mariage pour tous mènent un combat contre l'égalité et contre la liberté. Vouloir imposer un modèle unique de comportement et priver de certains droits ceux qui ne s'y conforment pas, c'est dictatorial.

Combattre l'égalité au nom du respect des différences est une manipulation. L'égalité n'a rien à voir avec l'uniformité. L'égalité, ce sont les mêmes droits et le même traitement pour des personnes qui sont toutes différentes. La préservation des différences sert de couverture à la défense des rapports de domination et d'exploitation que l'égalité menace.

La focalisation excessive sur le mariage pour tous étonne et agace nombre de citoyens.

Pour le PS, c'est un rare marqueur de gauche d'une politique essentiellement de droite. C'est aussi un paravent à des mesures régressives. D'un côté plus de 136 heures de débat parlementaire sur le mariage pour tous, de l'autre un vote bloqué au Sénat sur la transformation en loi de l'accord du patronat et de certains syndicats sur la précarisation du travail.

Pour la droite, il s'agit de se démarquer du PS, alors qu'elle partage l'essentiel de sa politique : défense du capitalisme et mesures en découlant - traité d'austérité budgétaire européen, hausse de la TVA, baisse des dépenses publiques, recul du droit à la retraite, etc. - Elle désigne des boucs-émissaires, à la manière de l'extrême-droite, afin de masquer les causes réelles des problèmes. D'après elle, le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels détruiraient la civilisation. Rien que ça !

Elle s'appuie sur les dogmes et les conditionnements et incite à réagir de manière pulsionnelle par des paroles haineuses et des appels à la violence, déguisés ou pas. Là est le vrai risque de décivilisation au profit de la barbarie dont témoignent les violences homophobes.



● Bruno Bessière

Impressions du Forum social mondial



Un FSM riche en rencontres, marqué par les mouvements populaires au Maghreb et leurs répercussions. Et l'affirmation d'une nécessaire convergence pour « défaire le système capitaliste ». Gérard Badeyan nous livre ses impressions.

J'ai participé au Forum social mondial de Tunis qui s'est déroulé du 26 au 30 mars dernier. Le FSM, ce sont plusieurs dizaines de milliers de participants et plus de 1 000 débats. Autant dire que la notion de compte rendu n'a pas de sens et qu'il s'agira simplement ici de fournir quelques impressions personnelles. D'autres parmi les organisateurs ayant une vue d'ensemble et surtout historique tireront des enseignements plus généraux et politiques sur sa portée et les perspectives nouvelles qu'il est susceptible d'ouvrir.

Dès l'arrivée à l'aéroport on est dans l'ambiance car l'agent du contrôle des passeports vous demande si vous venez participer au forum. Les rues sont bordées de banderoles de bienvenue et ensuite, à l'hôtel, on s'aperçoit au petit déjeuner qu'il est complet du fait des participants. L'avenue principale Bourguiba, lieu emblématique de tous les rassemblements, est transformée en lieu

de déambulation des altermondialistes, reconnaissables au sac en bandoulière et au carton d'inscription passé autour du cou.

L'appel des mères et familles des migrants tunisiens disparus

Ma première rencontre, dans l'avenue Bourguiba justement, est lourde de sens et d'émotion : il s'agit des mères et

L'avenue principale Bourguiba, lieu emblématique de tous les rassemblements, est transformée en lieu de déambulation des altermondialistes

familles des jeunes partis en mer et disparus, pour beaucoup malheureusement

certainement noyés, mais pour certains ayant donné des signes de vie par téléphone ou encore ayant été reconnus à la télévision mais impossibles à joindre néanmoins. Les familles supposent qu'ils se trouvent en détention, quelque part en Italie. Les autorités italiennes refusent toute information et enquête et les autorités tunisiennes font la preuve de leur mépris de leur propre peuple et de leur soumission à l'ordre néolibéral en n'entamant aucune démarche de soutien aux familles ni de recherche de leurs ressortissants. Les familles ont fait un travail considérable d'enquête et connaissent les dates et lieux de départ, de quels bateaux il s'agissait, le nombre de passagers, tous les renseignements concernant les appels émis durant la traversée. Les familles disent aussi qu'elles savent très bien à quel point et avec quels moyens sophistiqués la mer est surveillée par les puissances européennes, et que les informations sont archivées. Elles réclament donc une commission d'enquête ●●●



Au moins 1 500 débats, rencontres, films, spectacles au programme, rassemblant 4 578 organisations issues de près de 130 pays.

<http://www.fsm2013.org/>

●●● qui utiliserait tous ces éléments pour enfin les faire sortir de cette incertitude insupportable.

Une représentation française importante

Les participants français sont nombreux, plus de 500, reflet probablement de la proximité géographique et historique entre la France et la Tunisie, mais probablement aussi de la vivacité de la sensibilité altermondialiste. Les bonnes nouvelles sur la situation en France sont suffisamment peu nombreuses pour ne pas faire la fine bouche! Les délégations du Crid et d'Attac sont particulièrement fournies, ce qui est naturel, mais il est remarquable de voir la diversité des associations représentées, depuis des organisations chrétiennes actives dans le domaine de la solidarité avec le Tiers monde à de petites structures développant des projets d'agriculture solidaire.

Climat, santé publique, science citoyenne, dette, et....Thomas San-kara

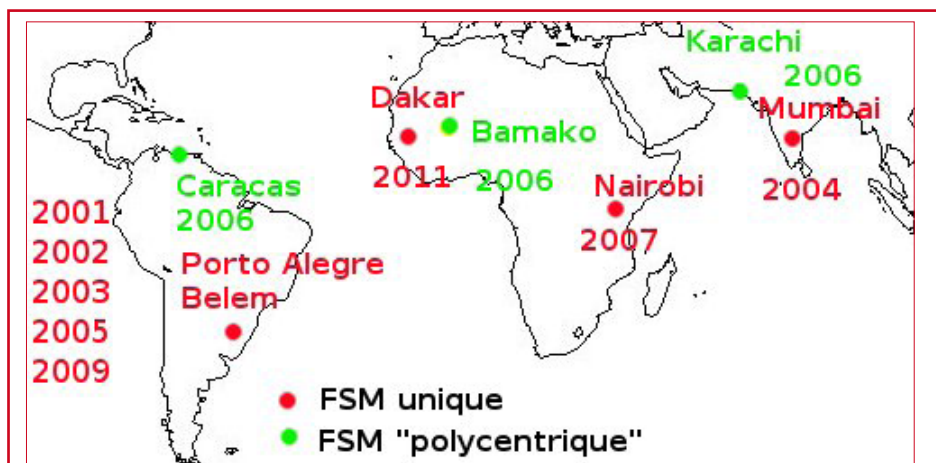
Comme indiqué au début, le spectre des activités est vaste et n'étant pas moi-même organisateur d'une activité, je n'ai que l'embarras du choix. Je participe à deux ateliers sur le **climat**. Ce FSM est le premier qui comporte un espace spécialement consacré au climat, ce qui caractérise bien les progrès dans la coordination

des organisations agissantes sur le sujet. L'atelier sur ce que l'on dénomme la géo-ingénierie alerte sur les dangers d'apprentis sorciers qui, incapables de prendre les mesures connues et nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique, seraient tentés de se livrer à des tentatives de manipulation du climat telles que l'augmentation artificielle d'aérosols dans l'atmosphère pour limiter l'éclairement en surface de la terre ou encore le déversement de sulfate de fer dans les océans pour développer le plancton qui absorbe le CO₂, sans préoccupation pour les effets induits non connus et non maîtrisables qui en résulteraient. Les organisateurs insistent sur le fait que de telles idées, qui apparaissent à juste titre farfelues au profane, sont à prendre au sérieux car le prochain rapport du GIEC prévu pour l'an prochain mettra clairement en évidence que le point de non retour vers un emballement du réchauffement approche et que certains politiques pourraient être tentés dans ces conditions d'y chercher une échappatoire.

L'atelier sur le thème de **Notre santé n'est pas à vendre** permet le renforcement des liens déjà existants entre les nombreux collectifs agissant dans les différents pays contre les mêmes effets dévastateurs des politiques libérales dans le domaine de la santé des populations.

Je participe à un autre atelier organisé par la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques sur le thème de la responsabilité citoyenne des travailleurs scientifiques (1). Comme pour le climat, les progrès dans la construction progressive d'un réseau mondial rassemblant scientifiques qui se veulent citoyens et citoyens interrogeant le **rôle social de la science** sont mis en lumière ; depuis 2009 un Forum mondial sciences et démocratie (FMSD) se tient à la veille du FSM ; ce fut le cas pour le FSM précédent de Dakar et la troisième édition s'est tenue à Tunis juste avant ce FSM-ci. Il est intéressant de savoir que le secrétariat international chargé de la coordination du FMSD est composé de deux organisations françaises : l'association française des Petits Débrouillards et la fondation Sciences citoyennes, avec le soutien d'une association sénégalaise. Le rapprochement avec l'atelier sur la géo-ingénierie est intéressant sur le plan de la transversalité des débats au sein du forum. En effet, dans cet atelier une tendance était perceptible à imputer les dérives technicistes à la science en général et non à une utilisation dévoyée de celle-ci, et une confrontation, que je n'ai pas eu l'opportunité d'engager personnellement, aurait pu être utile avec cet atelier sur la science citoyenne. ●●●

(1) FMTS : <http://fmts-wfsw.org/>



Organisé depuis 2001 en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, le FSM s'est déroulé en 2006 en 3 centres de janvier à mars : à Bamako (Mali), à Caracas (Venezuela), à Karachi (Pakistan).

Depuis 2001 se sont aussi développés

- des forums sociaux continentaux comme le Forum social européen (le 1er à Florence en 2002), le Forum social des Amériques (Quito 2004), le Forum social africain (Bamako 2002), le Forum social asiatique (Hyderabad 2003),
- des forums régionaux comme le premier Forum social de la Méditerranée en 2005 à Barcelone, le Forum social du Maghreb (El Jadida 2008) ou le Forum social du Moyen-Orient, le Forum social québécois (Montréal 2007)
- des forums thématiques comme le FSM Sciences et démocratie (Belém 2009)
- et de nombreux forums locaux.

●●● L'atelier sur la **dette**, très suivi, a donné lieu à une conférence remarquable d'Eric Toussaint, fondateur du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (2) à partir de son expérience au sein de la Commission présidentielle de l'Equateur pour l'audit de la dette publique qui a abouti au non paiement d'une partie substantielle de celle-ci et, du coup, à la réouverture de marges de manoeuvre pour le gouvernement socialiste de Rafael Correa. Eric Toussaint a ainsi mis en évidence, à partir de cette expérience positive, à la fois la nécessité impérieuse d'être offensif sur cette question et les possibilités réelles existantes alors que souvent le sentiment prévaut que s'attaquer aux marchés financiers serait suicidaire, sans masquer les contradictions qui ne sont parfois pas là où on les attend. Ainsi le gouvernement du Paraguay de Fernando Lugo, avant son éviction par un coup d'État institutionnel, n'a pas mis en place de commission présidentielle d'analyse de la dette analogue à celle de l'Equateur par suite de pressions du Brésil qui est un de ses principaux créanciers. L'aspect nouveau et décisif en termes de convergences est évidemment que la question de la dette n'est plus simplement une question du Tiers monde comme à la fondation du CADTM mais est désormais au cœur des luttes des peuples européens.

Je participe également à un atelier organisé par l'association Survie (3), dont un des objectifs est de soumettre aux

Ce FSM est le premier qui comporte un espace spécialement consacré au climat, ce qui caractérise bien les progrès dans la coordination des organisations agissantes sur le sujet

règles de la démocratie et aux principes de l'équité la politique de la France en Afrique. Elle milite ainsi pour le démantèlement de la "Françafrique" et vient

en particulier de protester contre la réception récente par François Hollande du dictateur congolais Denis Sassou Nguesso qui le légitime ainsi, bien qu'il fasse partie des chefs d'État visés par une procédure judiciaire sur les "Biens mal acquis". L'atelier se donne pour but de populariser la pensée politique de **Thomas Sankara** (4) par des exposés et sous une forme originale d'ateliers qui permettent à un petit groupe de participants de mieux se connaître et mieux discuter. Ainsi, dans le mien, je fais la connaissance de deux jeunes participants français militant dans des associations de banlieue, autre signe de la richesse de la participation française.

L'atelier était aussi un lieu de soutien à la demande d'enquête pour faire la lumière sur l'assassinat de Sankara. En effet de nombreux témoignages mettent en cause Blaise Compaoré, chef ●●●

(2) CADTM : <http://cadtm.org/Francais>

(3) Survie : <http://survie.org/> et <http://survie.org/mot/biens-mal-acquis>

(4) Site dédié à Thomas Sankara : <http://www.thomassankara.net/>



« La multitude de participantes portant (le voile) permet de relativiser la question et de se fortifier dans l'idée de son aspect fortement culturel dans la société tunisienne. »

●●● du Burkina Faso depuis cet assassinat, avec la complicité d'Houphouët Boigny, mais aussi de la France, de la CIA et d'autres personnalités africaines. Un premier succès a été obtenu quand, en avril 2006, le Comité des droits de l'homme de l'ONU, saisi par le collectif juridique de la Campagne internationale Justice pour Thomas Sankara (CIJS) au nom de la famille, donnait raison aux plaignants et, demandait à l'État burkinabé d'élucider l'assassinat de Thomas Sankara, de fournir à la famille les moyens d'une justice impartiale, de rectifier son certificat de décès (qui mentionnait initialement un décès de cause naturelle !), de prouver le lieu de son enterrement, de compenser la famille pour le traumatisme subi, et de divulguer publiquement la décision du comité... Cette décision était une première. Pourtant le 21 avril 2008, le Comité des droits de l'homme de l'ONU, en contradiction totale avec la décision précédente, a clos le dossier sans qu'une enquête ait été diligentée. Suite à cette décision, un collectif international soutenu par de nombreuses ONG a lancé, en décembre 2009, une pétition réclamant une enquête internationale indépendante et l'ouverture des archives, en France notamment, qui pourraient amener des éléments nouveaux sur cette affaire qui illustre l'histoire de ce qu'il est convenu d'appeler la **«Françafrique», ce mélange de réseaux français et africains occultes.** Puis douze députés du Burkina Faso ont écrit en avril 2011 aux parlementaires français pour demander

l'ouverture d'une enquête parlementaire en France sur l'assassinat de Thomas Sankara. Cette demande a été repercutée par une proposition de résolution déposée en juin 2011 par 21 députés écologistes et du Front de gauche, renouvelée dans la nouvelle législature par le groupe du Front de gauche.

Les Français sont nombreux, plus de 500 : proximité géographique et historique entre la France et la Tunisie, mais probablement aussi vivacité de la sensibilité altermondialiste

Le voile et... la burqua

Venant de France avec le débat incessant sur le voile et sa signification, la vue de cette multitude de participantes le portant permet de relativiser la question et de se fortifier dans l'idée de son aspect fortement culturel dans la société tunisienne. J'ai ainsi de nombreuses photos de participantes le portant dans des groupes progressistes, y compris, par exemple, dans les groupes réclamant la vérité sur l'assassinat du dirigeant progressiste Chokri Belaïd.

Pour autant, on rencontre aussi des groupes de femmes, mais pas d'hommes,

distribuant du matériel de propagande pour l'Islam dans une atmosphère bon enfant. Par contre, c'est avec surprise que l'on découvre un emplacement dans un bâtiment occupé par un groupe de femmes portant la burka provenant de la faculté de la Mannouba, lieu d'un affrontement sérieux avec les groupes salafistes avec, en particulier, un procès intenté au doyen pour prétendue violence sur une étudiante, sur le thème du droit aux études pour les femmes faisant ce choix de porter la burqa. Pour les forces progressistes, le doyen est une figure de proue de la résistance à l'offensive de ces groupes, ce que m'avait rappelé un ami tunisien que j'avais rencontré lors de la marche d'ouverture lorsque, par hasard, nous y avons vu le doyen dans un groupe. On peut dire que cet espace, qui n'est pas un stand homologué, suscite la curiosité de quelques participants étrangers et l'indifférence, ou l'évitement, des Tunisiens. Comme je lisais les textes affichés, l'un d'eux m'aborde pour m'expliquer leurs provocations à l'université.

Chine et Vietnam sont absents

Peu de participants viennent d'Asie : quelques Japonais, Indiens et Philippins. Par contre, absolument aucun de Chine, du Vietnam ou encore du Cambodge. Libre à chacun de tirer ses propres conclusions politiques de cet état de fait

Exercices de libre parole

Le dernier jour, j'assiste avenue Bourguiba à un exercice de libre parole : un groupe assis, les autres debout ●●●

●●● autour, un maître d'oeuvre qui note les demandes de parole et tend le micro, une étudiante qui traduit en français quand l'intervenant s'exprime en arabe. De manière générale les interventions suscitent des applaudissements. Un jeune garçon exprime son soutien à la jeune Femen tunisienne qui s'était posée seins nus sur youtube pour affirmer qu'elle a le droit de faire ce qu'elle veut de son corps qui lui appartient et, depuis, vit calfeutrée chez elle du fait des menaces reçues. Cette intervention provoque des protestations qui sont elles-mêmes fortement contestées, de façon significative non pas par rapport au contenu de la discussion mais sur le principe même de la liberté d'expression.

Comment transformer en force politique ?

En conclusion, je pense qu'il y a accord pour considérer ce FSM comme un suc-

La question de la dette n'est plus simplement une question des pays en voie de développement, elle est désormais au cœur des luttes des peuples européens

cès et un signe que cette forme de rassemblement est toujours utile alors que la crainte existait d'un essoufflement.

L'idée de l'organiser dans un pays qui venait de se libérer d'une dictature s'est trouvée validée. Le forum a été investi en masse par des jeunes Tunisiens heureux de participer aux activités ou à l'organisation. Le gouvernement a compris son intérêt en termes d'image à ce que la sécurité soit assurée et, pour tout dire, le retour en ville le soir par la ligne de bus spécialement affrêtée avait pour moi un petit air de Fête de l'Huma. Et, comme dit plus haut, la forte et diverse présence française est réconfortante, même si la question de la convergence politique demeure posée.



● Gérard Badeyan

Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux - FSM 2013

(...) Au sein du processus FSM, l'Assemblée des mouvements sociaux est l'espace où nous nous réunissons avec notre diversité, pour construire nos agendas et luttes communes contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et toute forme de discrimination et d'oppression. Nous avons construit une histoire et un travail communs qui a permis certaines avancées, notamment en Amérique latine, où nous avons réussi à freiner des alliances néo-libérales et concrétiser plusieurs alternatives pour un développement socialement juste et respectueux de la nature.

(...) les forces conservatrices et retrogrades veulent arrêter les processus initiés il y a deux années par le soulèvement

populaire dans la région du Maghreb-Mashrek qui a permis de faire chuter des dictatures et contester le système néolibéral imposé aux peuples. Ces soulèvements se sont étendus à tous les continents du monde en générant des processus d'indignation et d'occupation des places publiques.

Les peuples du monde entier subissent aujourd'hui l'aggravation d'une crise profonde du capitalisme dans laquelle ses agents (banques, transnationales, conglomérats médiatiques, institutions internationales et tous les gouvernements complices avec le néolibéralisme) cherchent à accroître leurs bénéfices au prix d'une politique interventionniste et néocolonialiste.(...)

●●● Ces politiques affectent lourdement les pays riches du Nord, augmentent les migrations, les déplacements forcés, les délogements, l'endettement et les inégalités sociales comme en Grèce, Chypre, Portugal, Italie, Irlande et dans l'État Espagnol. Elles renforcent le conservatisme et le contrôle sur le corps et la vie des femmes. (...)

Nous affirmons que les peuples ne doivent pas payer pour cette crise et qu'il n'y a pas d'issue possible au sein du système capitaliste. Ici, à Tunis, nous réaffirmons notre engagement avec la construction d'une stratégie commune de lutte contre le capitalisme. C'est pour ça que, nous, les mouvements sociaux, luttons :

* Contre les transnationales et le système financier (FMI, BM et OMC), principaux agents du système capitaliste, qui privatisent la vie, les services publics et les biens communs comme l'eau, l'air, la terre, les semences, les ressources minérales, promeuvent les guerres et les violations du droit humain. (...) Nous luttons pour l'annulation de la dette illégitime et odieuse, instrument global de domination, de répression et d'asphyxie économique et financière des peuples. Nous refusons les accords de libre-échange que nous imposent les États et les transnationales et nous affirmons qu'il est possible de construire une mondialisation d'un autre type, par les peuples et pour les peuples, fondée sur la solidarité et sur la liberté de circulation pour tous les êtres humains.

* Pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire parce que nous savons que le réchauffement global est un résultat du système capitaliste de production, distribution et consommation. (...)

* Contre la violence envers les femmes qui est exercée régulièrement dans les territoires occupés militairement, mais aussi contre la violence dont souffrent les femmes

quand elles sont criminalisées parce qu'elles participent activement aux luttes sociales. Nous luttons contre la violence domestique et sexuelle (...)

Nous défendons la diversité sexuelle, le droit à l'autodétermination du genre, et nous luttons contre l'homophobie et les violences sexistes.

* Pour la paix et contre la guerre, le colonialisme, les occupations et la militarisation de nos territoires. Nous dénonçons le faux discours de défense des droits humains et de combat aux intégrismes, qui souvent sont utilisés pour justifier l'intervention militaire comme en Haïti, Libye, Mali et Syrie. Nous défendons le droit à la souveraineté et à l'autodétermination des peuples comme la Palestine, le Sahara Occidental et le Kurdistan. (...)

Nous luttons pour la liberté de nous organiser dans des syndicats, des mouvements sociaux, des associations et toutes autres formes de résistance pacifique.

Renforçons nos instruments de solidarité entre les peuples comme le boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël et la lutte contre l'OTAN et pour l'élimination de toutes les armes nucléaires.

* Pour la démocratisation des médias de masse et la construction de médias alternatifs (...).

Mouvements sociaux du monde entier, avançons vers une unité globale pour défaire le système capitaliste !

Assez d'exploitation, assez de patriarcat, de racisme et de colonialisme! Vive la révolution ! Vive la lutte de tous les peuples!

Texte intégral sur <http://www.fsm2013.org/fr/node/12973>

● Dossier établi par **Michèle Kiintz**



Égalité partout !

Ne boudons pas notre plaisir. Le vote de la loi sur le mariage pour tous est la concrétisation de l'avancée du débat sur l'égalité. Les homosexuels ont désormais les mêmes droits que les hétérosexuels au regard du mariage. Cette exigence était devenue incontournable dans notre société d'aujourd'hui, n'en déplaise à Boutin, Barjot, Collard, Ollier et C^{ie} qui, bras dessus bras dessous, manifestaient encore dimanche dernier.

On aimerait que sur d'autres terrains l'affrontement idéologique soit aussi de mise. Le vote sur l'ANI nous laisse un goût amer. La loi transposant l'accord a été adoptée grâce à l'abstention des députés et sénateurs de droite et d'EELV, avec en prime le recours au 49-3 et un vote bloquant le débat de se dérouler normalement.

Et là on est loin de l'égalité ! Comme le rappelait Filoche cette semaine sur France Inter, pas d'égalité entre employeur et employés, mais un contrat de subordination, et donc il faut des règles contraignantes pour protéger les salariés. L'ANI ouvre la porte aux accords d'entreprise qui sous couvert de compétitivité conduiront à des baisses de salaire, des suppressions d'emploi, des reculs en matière de RTT... pour finir le plus souvent par des fermetures de site.

Car l'appétit des actionnaires est sans fin. Quand on annonce 3 semaines de chômage technique à PSA

La Janais et que dans le même temps on découvre à la télévision ou sur internet la pub pour PSA Finance, la "banque de l'économie réelle", on se dit qu'on marche sur la tête.

La famille Peugeot a choisi : elle se fait plus de ronds dans le secteur bancaire que dans le secteur automobile.

Ce n'est pas (ou plus) la famille Peugeot qui fait vivre des milliers de salariés de l'automobile, ce sont ces mêmes salariés qui ont fait la richesse de cette famille, c'est le résultat de leur travail.



Alors renversons la vapeur.

Les investisseurs n'apportent aucune richesse. Ils achètent les moyens de production et, au titre de leur propriété lucrative, prélèvent une part de la richesse produite collectivement par d'autres.

Déclarons illégitime cette rente.

Réclamons que toute la valeur ajoutée soit affectée aux salaires (cotisations sociales incluses) et aux impôts qui financent le service public.

Il ne s'agit pas de contenir l'appétit des actionnaires, il s'agit de se passer d'eux.

Et faire vivre l'égalité partout.

Portons cette exigence le 5 mai.

● Sylvie Larue





Contre la finance et l'austérité
Marche citoyenne pour la 6^e République
Dimanche 5 mai 2013
BASTILLE 13h30

« **L**e gouvernement Ayrault a renvoyé le changement aux calendes grecques. Cette politique sans espoir nourrit les solutions autoritaires, en France comme partout en Europe. Le 5 mai, et au-delà, nous avons le devoir de transformer la colère, l'écoeurement, la peur de l'avenir en une perspective politique qui, aux antipodes de la démagogie, du repli nationaliste et xénophobe, du "tous pourris", soit à la hauteur des besoins populaires. » (1) L'initiative du Front de gauche pour la marche du 5 mai a suscité plusieurs appels dans les champs professionnels, associatifs, syndicaux. Cerises en publie ici des extraits (2).

Écologie et social

Nous, militant-e-s écologistes, le constatons chaque jour : la question démocratique, par exemple travers les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII), vient percuter l'urgence écologique.

Nous affirmons que la nécessaire bifurcation écologique de nos sociétés passe par une refondation des institutions de la République. Que nous l'appelions

écosocialiste, alterdéveloppement, objection de croissance, 6^e République ou autrement, tou-te-s nous voulons un système démocratique écologique et social au service des citoyen-ne-s.

Aujourd'hui les grandes décisions en matière d'énergie et d'aménagement du territoire n'impliquent pas ou peu les citoyen-ne-s. (...)

Projets d'aéroport de Notre Dame des Landes, de lignes à grande vitesse, construction de l'EPR de Flamanville, site d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure sont aujourd'hui autant de symboles de la confiscation de la souveraineté populaire et de projets qui accaparent l'argent public, en totale contradiction avec les discours austéritaires.

(...)

De leur côté, les politiques européennes (...) n'envisagent la solution à la crise climatique que par la domination du marché. En témoignent les directives de privatisation et de mise en concurrence de l'énergie, de libéralisation du rail, ou encore le marché des quotas d'émission de CO₂. Elles n'envisagent l'évolution de l'agriculture que par toujours plus

de concurrence et de fichage des payans et de leurs cheptels. (...)

Dans un domaine aussi fondamental que la préservation des conditions de la vie humaine sur terre, le peuple doit être souverain. De nouveaux mécanismes démocratiques doivent être élaborés. Ces changements doivent avoir lieu à tous les niveaux de la société (municipalités, territoires, entreprises etc.). Ces nouvelles formes de la démocratie sont nécessaires, y compris dans le monde économique avec le retour de l'idée coopérative, le renforcement des pouvoirs des salariés et de leurs représentants sur la définition de ce qui est produit et comment on produit. (...)

L'austérité et la finance nuisent gravement à la santé !

Il y a un an, nous avons contribué à battre dans les urnes N. Sarkozy. Mais les mêmes politiques menées hier de casse de la santé, du social et de la protection sociale se poursuivent. Au nom de l'austérité, les politiques cèdent aux intérêts de la finance et font régresser le droit ●●●

(1) Clémentine Autain, membre de la coordination du Front de gauche, et de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, dans un appel publié dans *Le Monde* le 18 avril.

(2) Voir l'intégralité de ces appels et d'autres, et la liste de leurs premiers signataires, ainsi que les appels individuels et d'organisations politiques, sur le site <http://www.marchepourla6eme.fr/>

●●● et l'accès de toutes et tous et partout aux soins, aux structures médico-sociales.

La loi Bachelot Hôpital, Patient Santé et Territoire, la tarification à l'acte, les franchises et les forfaits, les dépassements d'honoraires : rien n'a été abrogé. (...)

La loi sécuritaire sur la psychiatrie n'est pas remise en cause. (...)

Les ordres paramédicaux n'ont pas été abrogés et le management industriel fait rage. (...)

Parce qu'il est urgent de rompre avec les politiques d'austérité qui détruisent l'hôpital et la santé publique, le social et le médico-social,

Parce qu'il est urgent que les professionnel-le-s de la santé et du social, les usager-e-s, les citoyen-ne-s, prennent le pouvoir sur la finance,

Parce que la santé doit cesser d'être considérée comme une marchandise mais un droit pour toutes et tous,

Parce qu'il ne saurait y avoir de République sans services publics santé et sociaux sur l'ensemble du territoire,

Le 5 mai, nous appelons à participer à la marche citoyenne pour la 6^e République et à constituer un cortège de défense de la santé, du social et de la protection sociale.

Justice

La 5^e République est à bout de souffle. L'hyper-concentration des pouvoirs au profit de l'exécutif, sur fond de capitalisme financier mondialisé, a fait exploser la corruption. Chaque jour apporte son lot de révélations, non seulement sur cette

corruption, dénoncée depuis des années par des juristes et des observateurs de renom (avec dès 1996, "L'appel de Genève"), mais aussi sur "l'entre-soi" de celles et ceux qui s'y livrent. [...]

(...) Depuis des années, la justice chargée de la lutte contre la corruption a été méthodiquement étranglée. Les juges d'instruction sont de moins en moins saisis car le parquet, dépendant de l'exécutif, préfère contrôler seul les dossiers économiques et financiers, qu'il s'agisse de l'affaire Bettencourt ou de l'affaire Cahuzac. Les juges et les policiers sont privés de moyens et leurs investigations sont entravées. Le droit est un fétu de paille face à la finance folle. (...)

Il est illusoire de penser que c'est seulement avec des mesurette que nous pourrions rompre avec cette prédation financière d'un petit nombre, d'autant plus insupportable en temps de crise sociale majeure. Dans ce contexte, pour sauver la République et les valeurs qui la fondent, une rupture s'impose.

C'est pourquoi nous, juristes et professionnel-le-s de la justice, appelons à participer à la grande marche citoyenne organisée à Paris le 5 mai 2013 pour exiger l'élection d'une assemblée constituante afin de promouvoir une 6^e République, élaborée de manière démocratique. Ce n'est qu'à cette condition qu'un nouvel équilibre des pouvoirs pourra être édifié : une assemblée souveraine, un gouvernement responsable et une justice indépendante.

LGBT

L'émancipation et l'égalité sont des piliers de la 6^e République sociale à laquelle nous aspirons.

Il n'y aura pas de 6^e République sociale sans l'égalité civile et civique, pleine et entière, de toutes et tous, des femmes et des hommes, des Français-es et des étranger-e-s, quels que soient l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'état de santé, et sans la réduction des situations de handicap auxquelles peuvent être confronté-e-s chacune ou chacun.

Le combat politique pour l'égalité des droits civils et civiques et celui pour l'égalité des droits sociaux sont liés. (..)

La parité femmes/hommes aux fonctions électives dans notre pays doit être généralisée à toutes les élections, avec notamment le scrutin sur listes proportionnelles partout, mais cette revendication institutionnelle ne saurait résumer à elle seule toute la politique d'égalité réelle entre les femmes et les hommes. La 6^e République sociale doit notamment s'attaquer au monde du travail et à la lutte contre les inégalités professionnelles (...) à toutes les formes de violences induites par le patriarcat et mettre en place les moyens éducatifs, juridiques et financiers afin d'y mettre fin ! (...)

Dans notre 6^e République sociale, les genres, les amours, les sexualités et les familles sont égales en dignité et en droit, à l'opposé du projet de société réactionnaire de la droite et de l'extrême-droite qui convergent pour défendre une même vision essentialiste des genres, traditionaliste de la famille et naturaliste de la parenté. (...) Notre 6^e République sociale consacrera le droit à disposer de son corps, notamment pour les femmes devant l'aptitude à la procréation (droit de toutes les femmes d'accès effectif à la contraception, à l'IVG, à la procréation médicalement assistée), le droit de toutes et tous à disposer de son genre ●●●

●●● (droit à la liberté de genre par le changement d'état-civil libre et gratuit) et le droit de tous à disposer de sa mort (droit de mourir dans la dignité). (...) Notre 6^e République sociale garantira l'égalité pleine et entière de toutes les familles, en fondant la filiation socialement sur l'engagement parental déclaré publiquement, et en améliorant les droits des couples non mariés et des familles dites recomposées.

(...) l'égalité des droits s'énonce clairement : même sol, mêmes droits. Tous les résident-e-s, français-e-s ou étranger-e-s, auront le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales sur le territoire national. (... elle) implique notamment le droit à l'entrée et au séjour et à l'asile, et donc une refonte du code du CESEDA et une politique de régularisation des sans-papiers, familles, jeunes majeurs, travailleuse-s, personnes malades... : celles et ceux qui vivent et travaillent ici, resteront ici !

Syndicalistes

Nous, syndicalistes du privé comme du public, appelons les salariés, les privés d'emploi, les précaires, les retraités à manifester le 5 mai pour une 6^e République, l'exigence de démocratie et d'égalité des droits, l'urgence d'une véritable sécurisation de l'emploi et du travail qui doivent être entendus dans l'entreprise comme dans la cité.

Il faut reprendre l'initiative pour mettre un coup d'arrêt à la politique néolibérale de ce gouvernement.

Nous refusons le recul historique qu'est l'ANI, accord prétendu de sécurisation de l'emploi qui est un leurre. Ce n'est que la copie conforme des exigences du MEDEF qui va faciliter les licenciements et offrir au

patronat la possibilité de baisser les salaires et d'augmenter le temps de travail. (...)

Nous refusons l'orthodoxie budgétaire et son dérivé, la rigueur, utilisés pour casser les services publics et livrer des pans entiers de l'économie au privé, comme dans de nombreux pays européens. (...)

Après avoir grandement contribué à la victoire de François Hollande, nous ne reconnaissons pas, dans la politique actuelle du gouvernement, une politique de gauche qui rompt clairement avec les politiques d'austérité et de reculs sociaux du gouvernement Sarkozy. Pour preuve, nous attendons encore la loi d'interdiction des licenciements boursiers pourtant promise pendant la campagne présidentielle, alors que Florange ferme les hauts fourneaux, que Petroplus, PSA, Fralib et bien d'autres sont abandonnés. Nous exigeons dès le 16 mai un signe fort des parlementaires : le vote de la loi d'amnistie des syndicalistes et des militants sociaux, suite à la première victoire arrachée au Sénat le 27 février dernier. (...)

Face à la gravité de cette situation où la droite arrogante, flanquée d'une extrême droite menaçante, veulent leur revanche, l'intervention populaire et le rassemblement citoyen le plus large sont nécessaires pour construire une 6^e République qui élargisse les droits, étende la souveraineté populaire et favorise la démocratie sociale.

La gauche n'est pas la gauche sans la culture

Pour la 1^{ère} fois dans l'histoire du Ministère de la culture le budget est en baisse significative. La politique culturelle apparaît utilitariste et mercantile, péri-



phérique, voire secondaire, quand il s'est agi d'élaborer le budget de la nation. (...)

Au nom de la rigueur budgétaire et de la chasse au saupoudrage, ce sont les petites structures qui sont les plus fragilisées, alors qu'un authentique soutien à l'art et à son appropriation sociale passe, on le sait bien, par la diversification des expériences. Dans le champ artistique, l'imprévisibilité est souhaitable. C'est bien ce qu'une société du chiffre, de l'événementiel et du projet à court terme ne peut admettre. (...)

La création, l'accès aux biens culturels, l'éducation artistique sont maintenant soumis aux inégalités territoriales, à la compétitivité, au marché. Et ce sont les conditions du débat démocratique qui sont menacées.

Nous voulons que ce débat démocratique ait lieu, qu'il prenne en compte non seulement tout ce qui relève aujourd'hui du ministère de la Culture mais interroge en même temps la politique d'éducation nationale, l'éducation artistique, les médias écrits, audiovisuels et numériques, la recherche scientifique et technique, l'éducation populaire. Car la problématique est transversale (...)

Nous voulons agir pour refonder le service public de la culture et lui redonner une réelle ambition, celle portée par l'émancipation individuelle et collective, en faveur de la création, de la recherche, de l'expérimentation, de l'innovation, de la jeunesse, de l'éducation artistique, de l'éducation populaire. (...)



Cerise noire. Le PCF et le PG se tirent la bourre et se refilent la patate chaude pour savoir qui doit payer 527 000 € de dépassement des frais de la campagne dynamique du Front de gauche lors des présidentielles 2012. Car si un accord national de partage des dépenses et recettes avait été trouvé en son temps, rien n'avait été écrit sur le surplus, imputé aujourd'hui par l'une des organisations à l'autre. La chose serait anodine si elle ne pesait pas sur l'ambiance des assemblées citoyennes du Front de gauche, sur la conception et la mise en œuvre d'initiatives communes. Une partie de l'oxygène est actuellement coupée pour le tirage de tracts unitaires, la réalisation de banderoles, la prise en charge de sonos, de camions... en vue des rassemblements contre l'austérité, de la manifestation du 5 mai à Bastille pour la VI^e République, pour assurer la présence du Front de gauche lors des futures gay-pride. Les discussions pour les municipales par là-dessus n'arrangent rien. La logique d'appareil est contradictoire avec la logique politique. Déjà en 2002, en 2007... L'unité est un combat.

Cerise rouge. Encore un mot. Ni le PG ni le PCF ne souhaitent rendre public ce conflit et porter sa solution devant les citoyen-ne-s. Las ! Le sujet a fait l'objet d'articles dans *Le Canard Enchaîné* et *Le Monde* (17/04), est abordé dans les assemblées par des militants dépités. Que ni le PG, ni le PCF n'aient pensé à faire appel à la souscription pour l'unité et le développement du Front de gauche est symptomatique. 250 000 personnes, notamment parmi celles et ceux qui ont porté leurs suffrages sur le candidat du Front de gauche, qui filent 2 serait donc inatteignable ? Le PCF et le PG veulent comme nous dépasser le capitalisme. Ils devraient arriver à dépasser le dépassement.

Cerise confite. Des homosexuels tabassés à Paris et à Nice ? Un bar gay attaqué à Lille ? « *Les débordements, peut-être que ce sont des initiatives*

citoyennes », a déclaré Sophie Delpierre, porte-parole nordiste des anti-mariage pour tous (France 2, 18/4). Comme en écho à la déclaration de Frigide Barjot (12/4) : « *Hollande veut du sang, il en aura* ». Appeler à la haine et au sang..., les homophobes, les racistes et les fascistoïdes ne reculent devant rien. Résistance.

Bigarreau. Le lendemain du vote de la loi ouvrant le mariage et l'adoption à tous les couples, *Libé* a choisi... de reléguer le sujet en pages intérieures. Le quotidien est dans le move des consignes et pressions du Parti socialiste ces dernières semaines : temporisons, restons sur l'institutionnel, passons à autre chose. Une posture défensive qui a fait de cette loi progressiste une sorte de concession octroyée à une minorité, et non une question d'émancipation pour toute la société. Quelques responsables LGBT ont mis le doigt dans cette spirale. Pendant ce temps, les forces les plus réactionnaires, avec leur projet de maintien de l'ordre social et des divisions de la société, ont tenu les rues, organisé des sit-in. En face : combien de troupes ? Et pourquoi ne pas avoir transformé l'essai de la puissante manifestation pour l'égalité du 27 janvier ? Il est temps de se réveiller.

Cerise à l'anis. Le 12 janvier 2013, parlant de l'accord sur la flexibilité de l'emploi, *The Wall Street Journal* a écrit que « *le patronat a remporté une victoire historique.* » En voilà une qui n'a pas un goût amer.

Cerise mystère.

- A. *Cnemidophorus unisexue* pratiquant la parthénogenèse (ou comment faire des petits sans mâle.)
- B. Ouvrier de Good Year France, selon le patron de Titan.
- C. Salaridé de Finlande ou de France, selon l'Institut patronal Coe-Rexcode.



A : Réponse

● **Philippe Stierlin**



Images de la semaine

L'économie réelle de PSA

PSA BANQUE BANQUE DE L'ÉCONOMIE RÉELLE
PSA PEUGEOT CITROËN

DISTINGO
LE LIVRET QUI RAPPORTE PLUS QUE SON TAUX

- UN LIVRET D'ÉPARGNE PERFORMANT INVESTI DANS L'ÉCONOMIE RÉELLE
- UN PLACEMENT SÛR, GARANTI ET DISPONIBLE À TOUT MOMENT
- UN LIVRET SANS FRAIS, SANS CHANGER DE BANQUE

LIVRET D'ÉPARGNE **DISTINGO**
5,50% BRUTS
GARANTIS 4 MOIS⁽¹⁾
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 24/05/2013



● **“Perversion homophobe de la démocratie”**. Dans une tribune publiée le 22 mars dans *Le Monde*, Eric Fassin explique « la tentation démocratique » comme étant « d'abord le symptôme de l'évidement de la démocratie, soit d'une alternance sans alternative. » Il en donne une deuxième explication qui « renvoie à la droite. Sous prétexte de contenir le Front national, elle en reprend les thématiques xénophobes et islamophobes. (...) La racialisation de la nation qu'entraîne la course vers l'extrême droite, a pour corollaire la biologisation de la famille. » Il montre enfin que « l'extension du domaine démocratique, avec ses revendications de liberté et d'égalité, aux questions de genre et de sexualité » remet en question le contrôle des Églises sur la société ; en privilégiant « les manifestations et prières de rue », plutôt que la défense des Rroms, par exemple, la hiérarchie catholique légitime l'opposition de droite qui « la cautionne à son tour ». À lire sur *Le Monde* en ligne et sur www.comunistesunitaires.net, rubrique “Rencontre/Débats”.

Séminaire **Communisme**

● Prenez date pour les trois prochaines séances du 1^{er} juin dont les problématiques sont en discussion :

- “Angles morts et leçons du communisme”
- “Combat anthropologique”
- “Où est le pouvoir ? Que faire de l'État”, approfondir plusieurs points de débat abordés le 30 mars.

Les contributions sur ces questions sont bienvenues, à adresser à acu@plateformeunitaire.net.
Le déroulement de la journée, les modalités d'inscription aux repas seront précisés sur le site www.comunistesunitaires.net et dans le prochain numéro de *Cerises*.
Et bientôt : les cahiers des deux séances du 30 mars.

Cerises
publication de l'Association des communistes unitaires
- Noyau -
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART